

# @curieux

LE MAG DES ÉTUDIANTS DE L'EDJ



ÉLECTIONS AMÉRICAINES:  
**L'effet Bradley**

RETRAITÉS:  
**La télé infiltrée**

NICE:  
**Polémique autour  
du Grand Stade**

Médias:  
**LA GRANDE RÉFORME  
DE LA PUB**

## Dossier ★ Réforme

# Pub : c'est pas plus cher d'être privé

→ par **Alexandre Samary**

C'est Noël avant l'heure pour les chaînes de télévision privées. La mesure a été validée hier, en conseil des ministres : la publicité disparaît du paysage audiovisuel public. Environ 800 millions d'euros partiront du secteur public français pour aller vers le secteur privé.



La suppression de la publicité sur les chaînes publiques profite aux chaînes privées.

**I**l est évident que cette mesure constitue un cadeau pour les chaînes privées ». Raoul Advocat, journaliste depuis seize ans à France 3 et membre du SNJ (Syndicat National des Journalistes), ne pratique pas la langue de bois.

La publicité sera supprimée par étapes, à partir de janvier 2009, et son interruption définitive est prévue pour fin 2011. Cette décision, complètement inattendue de la part du président de la République, représente pour le secteur privé une réévaluation de l'espace publicitaire. Les prix vont grimper pour promouvoir un produit. Le journaliste de France 3 ne nie pas la difficulté de chiffrer le bénéfice tiré par les chaînes privées. Son estimation, basée sur le manque à gagner de France Télévision après la suppression de la réclame (soit un tiers de son budget), s'élève à 800 millions d'euros. Le sociologue Dominique Wolton relève dans un article de Ouest-France : « D'un côté, on coupe la pub aux chaînes publiques, de l'autre,

on favorise le transfert de cette manne aux chaînes privées. » Le matin même de l'annonce présidentielle (le 8 janvier), les titres de TF1 ont gagné 8,50 % en Bourse, ceux de M6 plus de 6,50 %.

Ce n'est pas le seul cadeau que les chaînes privées ont reçu. Ils auront la possibilité de procéder à deux coupures par heure publicitaires au lieu d'une seule actuellement, dans les films et les séries. « On est en plein dogmatisme, aux Etats-Unis, un film d'une heure et demi dure le double à cause de la pub, c'est insupportable. » La France n'en est pas encore là, mais prend vraisemblablement ce chemin.

Des cadeaux pour les uns, de l'incertitude pour les autres. Les chaînes privées ont aussi gagné des responsabilités. La taxation sur le rendement des opérateurs comme Bouygues et Orange financera en partie France Télévision. Les secteurs privé et public seront solidarisés.

Pour France Télévision, c'est un tiers de son budget qui

flambe. Sans compter l'espace publicitaire vide occasionné. Un vide qu'il faudra remplir en programmes et aussi financier, évidemment. Raoul souligne le manque de moyens de compensations mis en œuvre. France 2 et France 3 vont-ils être fusionnés, comme Nicolas Sarkozy le suggère ? Combien d'emplois sont en voie de disparition ? Autant de questions qui inquiètent les journalistes du secteur public. Pour Raoul, certaines valeurs du secteur public n'ont rien de commun avec celles véhiculées par le secteur privé. Il surenchérit : « France Télévision ne coûte pas cher à l'Etat si on le compare aux autres pays européens, que ce soit en terme d'effectif ou de matériel ». Pour lui, cette décision du président de la République a atteint « le sommet de l'indécence ».

### Bienvenue sur Sarko TV

→ Par **Fabrice Michelier**

N. Sarkozy, en grand marionnettiste, vient de réussir un coup de force. Il ne lui suffisait plus de compter ses amis à la tête de quelques grandes rédactions françaises. Il voulait disposer à sa guise de son propre jouet. Sarko l'hyper médiatique atteint le saint graal avec la nouvelle réforme de l'audiovisuel public. Pour faire simple, le Président « s'offre » ses chaînes de télévision. Usant de Christine Albanel pour présenter son texte, on y découvre la future main mise du pouvoir sur la télé publique. Dorénavant, le chef de l'Etat nommera le patron de France Télévision. Cela appartenait, auparavant, aux membres du CSA. Voilà, aussi une occasion de placer quelques bons amis, histoire de trouver (un peu plus ?) bonne presse. Ainsi il est plus facile quand on connaît le directeur, et encore plus quand il vous doit sa place, d'intervenir sur la ligne éditoriale.

Puis N. Sarkozy reste généreux. Il n'oublie pas ses anciens amis. M. Bouygues, propriétaire de TF1, en salive déjà. Le projet vise, aussi, à offrir aux chaînes privées un allongement de la durée de la pub ainsi qu'une seconde coupure dans les films et fictions. Rien que ça ! Patrick de Carolis a beau se battre auprès de Bercy, la bataille semble perdue pour lui. Dans cette histoire, l'indépendance et la liberté de la presse en prennent un sacré coup. Sarkozy compte de nouvelles ficelles entre ses doigts et en fera usage. La bling bling académie arrive sur vos écrans !

## Dossier ★ Réforme

# France Télévisions : échange pubs contre taxes

→ par **Lison Lacour**

Premier pas concret pour la « Loi Albanel » qui a été présentée mercredi matin au conseil des ministres. Elle prévoit la suppression de la publicité sur toutes les chaînes publiques, dès le 5 janvier, de 20 h à 6 h. Le manque à gagner pour le groupe France Télévisions est estimé à 450 millions d'euros.



*La publicité sera supprimée progressivement à partir du 5 janvier 2009.*

**L**a suppression des réclames de la télévision publique nécessite une refonte totale du système de financement de ces chaînes. Contrairement aux rumeurs qui circulaient depuis le mois de janvier, c'est bien Patrick de Carolis qui sera en charge de ce changement.

Le président Sarkozy a d'ores et déjà son idée concernant la compensation des revenus publicitaires. Le texte de loi

prévoit ainsi trois apports : une nouvelle taxe de 0,9% sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès internet et des opérateurs de téléphonie mobile, une taxe de 3% sur les recettes publicitaires des chaînes privées et une indexation de la redevance sur l'inflation.

Ces dernières sont largement contestées par l'opposition. François Hollande estime assister « au début de la fin de l'audiovisuel public ». En effet,

la réforme sera accompagnée d'une sorte de « cadeaux aux chaînes privées », selon les mots de François Bayrou. TF1 et M6 auront la possibilité d'augmenter leurs volumes publicitaires et d'interrompre une seconde fois les films.

**« Une marche arrière sidérante »**

Se pose aussi la question de l'indépendance et de la qualité des programmes qui seront proposés sur France Télévisions. Catherine Tasca, ancienne ministre de la Culture, aujourd'hui vice-présidente du sénat, dénonce : « On a mis plus de 20 ans à créer une distance entre l'autorité publique et les médias audiovisuels, on s'apprête à opérer une marche arrière sidérante ». Elle ne croit pas non plus à la compensation totale des revenus publicitaires et pour cause.

Après l'annonce de la suppression de la pub à partir de 20h, une part qui représente plus de la moitié des revenus quotidiens des chaînes de télévision, TF1 a annoncé une baisse des tarifs pub en journée. Les dernières cases libres de France Télévisions se voient donc dévaluées. De quoi mettre encore un peu plus de bâtons dans les roues de Carolis.

### Plan social

Suite aux débats engendrés par l'équilibre incertain du budget du groupe France Télévisions, Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, avait annoncé sans pincettes la nécessité d'un plan social. Propos immédiatement réfutés par Jean-François Copé, président de l'UMP. Il serait en effet mal venu, en ces temps de crise, d'annoncer de nouvelles suppressions de postes au sein de l'Etat.

Le syndicat SNRT-CGT (techniciens CGT de l'audiovisuel) s'est réuni mardi dernier à Montreuil pour proposer une « mobilisation de l'ensemble des salariés » lors de l'ouverture du débat parlementaire, la deuxième quinzaine de novembre. Il s'oppose à toute suppression d'emplois ainsi qu'à toute privatisation ou suppression de chaînes et exige « le financement intégral de la compensation des pertes publicitaires ».

### Curieux

Espace Carrare  
N° 69 rue de Roquebillière  
06300 NICE  
Tél. : 04.97.08.28.28  
Fax : 04.97.08.28.29

Responsable de la Publication :  
**Marie BOSELLI**

Rédacteur en chef :  
**Stéphane Tardy**

Secrétaires de rédaction :  
**Cécilia Duvert**  
**Aurore Monod**

Rédacteurs en 3ème année à NOUVELLES  
étudiants en option presse écrite

### L'irréductible Outre-mer

→ Par **Rozenn Le Roux**

Le groupe Réseau France Outre-mer (RFO), réunissant les télévisions et radios publiques d'Outre-mer ainsi que la chaîne France Ô ne sont plus concernés par le projet de loi et conserveront la publicité. Selon une

source du gouvernement, la mesure aurait conduit à consulter chacune des collectivités d'outre-mer, ce qui aurait provoqué des retards dans les réformes. L'article a donc été annulé par le Conseil d'Etat. Pourtant, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, approuvait cette mesure au mois de juillet et compte bien la supprimer de ses antennes.

## Politique ★ Scandale

# DSK dans de beaux draps

→ par **Aurélien Demay**

Aux États-Unis, la frontière entre vie publique et privée se franchit plus facilement qu'en France. Dominique Strauss-Kahn n'échappe pas à la règle. Deux affaires de murs assombrissent son avenir à la tête du FMI (Fonds Monétaire International) ainsi que son retour en France.



*Un an après avoir pris la tête du FMI, Dominique Strauss-Kahn se voit affaibli, pris au piège d'une tempête médiatique.*

**D**ominique Strauss-Kahn en Une du Wall Street Journal. Rien de plus normal pour le directeur du FMI en cette période de crise financière. Sauf que le quotidien ne s'intéresse pas à la bourse mais plutôt à une affaire de jupons. Son aventure avec une ancienne employée de l'institution fait l'objet d'une enquête sur un éventuel abus de pouvoir du socialiste. Sa faiblesse s'appelle Piroska Naguy, spécialiste du Ghana au département Afrique du FMI. En janvier dernier, l'ancien ministre de l'Economie et sa subordonnée échangent des courriels intimes avant de concrétiser leur relation lors d'une conférence en Europe. C'est Mario Blejer, l'époux de Naguy, qui découvre ces mails révélateurs. Juste un banal adultère monté en épingle par un mari jaloux ? L'intéressé dément en déclarant que le couple a décidé de garder secrète cette relation jusqu'à l'été dernier. Comme 600 autres employés, Piroska

Naguy a quitté le FMI dans le cadre d'un plan de départs volontaires. L'enquête devra déterminer si elle a profité de cette relation pour obtenir des indemnités. Une vengeance pourrait être également à l'origine de cette affaire. Cette liaison serait parvenue aux oreilles d'Aleksei Mohzin. Un Russe qui rêvait d'être nommé à la place du Français en septembre 2007. Celui-ci a bondit sur l'occasion pour demander une enquête, en principe purement interne et secrète.

**« Nous nous aimons comme au premier jour »**

Lundi, DSK a présenté ses excuses au personnel du FMI. S'il a reconnu avoir fait « erreur de jugement » en ayant une liaison, il a nié tout abus de pouvoir. Dans un billet mis en ligne la veille sur son blog, son épouse, Anne Sinclair, affirme que le couple est serein et solide : « Chacun sait que ce sont des choses qui peuvent arriver dans la vie de tous les couples. Cette

aventure d'un soir est désormais derrière nous », avant de conclure « que nous nous aimons comme au premier jour. » L'ancienne journaliste de Sept sur Sept fait front au côté de son mari à la façon d'Hillary Clinton.

Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, une autre rumeur est apparue mardi. Toujours relayée par le Wall Street Journal. Cette fois pas d'adultère mais un sérieux coup de pouce. Dominique Strauss-Kahn est soupçonné d'un deuxième abus de pouvoir. D'après le quotidien, le directeur du FMI aurait utilisé de son influence pour aider la fille d'un couple d'amis à obtenir un poste de stagiaire. La venue de cette protégée a entraîné plusieurs plaintes d'employés du FMI. En cause : le processus de sélection ainsi que les compétences de la jeune fille. Ces deux affaires affaiblissent l'ancien maire de Sarcelles. A l'exception de Ségolène Royal, les ténors du PS ont manifesté leur soutien. Et en off, les socialistes ne manquent pas d'humour : « Il a juste confondu libre échange et libre échangisme ».

### Sexe et politique: bis repetita

→ Par **Fabien Morin**

De la médiatique affaire Lewinsky en 1998 à la récente affaire Paul Wolfowitz, nombreux sont les scandales à avoir mêlé sexe et politique. Quand les hommes aux pouvoirs couchent avec leurs subalternes, l'Amérique puritaine s'indigne, la presse se frotte les mains et les sièges se font éjectables.

John Edwards, Larry Craig ou Marc Foley sont autant de noms de politiques liés aux plus grands tapages médiatiques politico-sexuels. De tous ceux concernés, seul Bill Clinton est parvenu à redorer son image après le « Monicagate » qui avait passionné le monde entier. Bénéficiant d'un capital sympathie énorme, l'ancien président des États-Unis avait surtout dû son salut au pardon de son épouse. En France, l'exemple récent des écarts conjugaux de François Hollande, lorsqu'il était le compagnon de Ségolène Royal, montre à quel point la perception d'un même événement prend des proportions différentes selon le pays. Qui pourrait envisager que, parce qu'il a trompé Ségolène Royal, il ne puisse pas se présenter lors des prochaines présidentielles en 2012 ? Il y a du bon à être français quand on est un politique un brin volage. Encore faut-il rester en France. Car si on préside le FMI à Washington, mieux vaut s'abstenir. Sinon, bis repetita.



# La France découvre la réalité de ses prisons

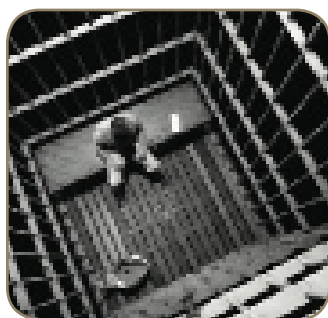
→ par **Olivier Couteau**

Le monde carcéral vient de connaître une série de suicides "sans précédent" selon la presse. En deux semaines, ce ne sont pas moins de 4 suicides qui ont été médiatisés. Pourtant, cette situation n'est pas nouvelle pour les prisons françaises où l'on se suicide 7 fois plus qu'à l'extérieur.

La France semble découvrir la situation de ses prisons. Pourtant, les statistiques ne montrent pas un changement radical de la situation. En moyenne, depuis 2000, l'administration pénitentiaire recense environ une centaine de suicides par an soit 2 par semaine. La surpopulation carcérale ne marque pas non plus une nette avancée. Les prisons françaises ont un taux d'occupation de 126% au 1er octobre 2008, un taux relativement stable depuis 2002.

## "Ce qui a changé, c'est qu'on en parle"

Tels sont les propos de Gabriel Mouesca, le président de l'Observatoire International des Prisons, mouvement né en 1990. Il ne mâche pas ses mots face à l'ensemble de la presse, qui selon lui, « fait semblant de découvrir une situation vieille de plusieurs années ». Les sites spécialisés sur la condition carcérale



*L'isolement conduit au suicide.*

comme l'OIP ou prison.eu.org regorgent d'archives dénonçant déjà la situation actuelle. Malgré les rapports parlementaires de 2002 sur les conditions de détention jugées "indignes" par le sénat, malgré la condamnation de la France en 2004 par la cour européenne des droits de l'homme, la situation carcérale française n'avait jamais profité d'une telle médiatisation. Cela s'expliquait en partie par une tradition de réserve de la part de l'administration pénitentiaire qui ne s'était jamais montrée très communicative. Pourquoi alors ce regain d'intérêt? La réponse est toute trouvée pour les représentants des syndicats des personnels pénitentiaires: le manque de

dialogue avec la garde des sceaux, Rachida Dati.

## "Dialogue impossible"

Céline Verzeletti, représentante de la CGT Pénitentiaire a longtemps dénoncé «l'autisme» de la ministre de la justice. Les syndicats de la pénitentiaire ont même brandi la menace d'un blocage total des prisons pour renouer le dialogue. Ils seront finalement reçus par la Ministre le 7 Novembre. Selon les syndicats, le malaise des personnels pénitentiaires ne trouvait plus aucun écho place Vendôme. C'est donc tout naturellement vers la presse que les gardiens de prisons se sont tournés. Rachida Dati se retrouve en mauvaise posture, d'abord face à la grogne des magistrats qui dénoncent le même manque de dialogue, ensuite par la médiatisation récente de la condition carcérale qui place la ministre de la justice entre le feu croisé de l'ensemble des professions judiciaires, se montrant, une fois n'est pas coutume, exceptionnellement unies.

## La prison en france

Les prisons françaises sont gérées par l'administration pénitentiaire, rattachée au ministère de la Justice. La France compte 194 établissements pénitentiaires répartis en 3 catégories.

**Les maisons d'arrêt:** Ces établissements sont conçus pour les prévenus en attente de jugement et pour les condamnés à des peines inférieures à moins d'un an.

**Les centres de détention:** Ces établissements n'accueillent que des détenus condamnés. La majorité des détenus y ont un travail ou suivent une formation.

**Les maisons centrales:** Ces établissements accueillent les détenus les plus dangereux. Ce sont les prisons les plus sécurisées de l'hexagone. Il existe également des centres pénitentiaires qui regroupent plusieurs régimes de détention au sein d'un même établissement.

## Aucun projet à l'horizon

Le dernier projet de construction de nouvelles prisons date de 2004 pour un total de 1680 places. Les chantiers sont déjà sortis de terre et une demi-douzaine d'établissements devraient entrer en service entre 2009 et 2010. Le parc carcéral

français souffre d'un manque de places disponibles et de la vétusté d'une grande partie de ses établissements. Certaines maisons d'arrêt comme celle de Paris La Santé ou celle de Nice sont bicentennaires. Ces vieilles prisons, construites à une époque où les normes d'incarcération étaient différentes, sont aujourd'hui complètement inadaptées.

Pourtant, aucun programme ne prévoit de remplacer ces établissements. Rachida Dati avait pourtant visité la maison d'arrêt de Nice le 5 mai dernier. Malgré le taux d'occupation atteignant plus de 150%, malgré les cas de 4 suicides en 8 mois, la garde des sceaux avait jugé que le remplacement de cet établissement n'était "plus prioritaire".

Le ministère a annoncé de son côté la création d'un «**bureau de l'action sociale**» pénitentiaire et le lancement d'un audit établissement par établissement. En revanche, la loi pénitentiaire censée développer les alternatives à l'incarcération et les aménagements de peine ne sera examinée en première lecture qu'en 2009 au Sénat.



# Obama : le facteur racial sera-t-il décisif ?

→ par **Pierre Bénédetti**

À douze jours des élections présidentielles, Barack Obama caracole en tête des sondages, devant John McCain. La tendance actuelle laisserait présager une victoire indiscutable, mais un élément décisif, camouflé et nié, germe dans cette élection : la couleur de peau du candidat démocrate.



Couverture du *New Yorker* montrant Barack Obama habillé en islamiste intégriste.

Les sondages sont formels : le match est déjà gagné pour Obama avec ses dix points d'avance sur le camp républicain, selon une enquête du Wall street journal de mardi dernier. Mais les radiologues de l'opinion ne sondent pas « l'éléphant qui est dans la chambre et que personne ne voit » : le racisme latent. On le pense, on le chuchote, mais on se censure : un noir à la Maison Blanche est une réalité qui dérange ! Pour preuve, le récent sondage de l'Associated Press jette un pavé dans la mare : un tiers des démocrates ne voteront pas pour Obama, même s'ils continuent de clamer haut et fort leur obédience pour le candidat afro-américain.

**«Nègre, terroriste, Arabe...»**

Devant son sang froid, ses discours lucides, son aura d'ora-

teur qui rappellent un certain John F. Kennedy, les opposants du diplômé d'Harvard n'ont plus d'autres armes que celle du salissage. Bien peu subtile, la colistière Sarah Palin ne cesse d'évoquer « l'étrangeté, le côté exotique et cosmopolite » du natif de Hawaï. À longueur de journée, les spots publicitaires républicains insidieux, flirtant avec la cabale grossière, martèlent : « **Qui est vraiment Obama?** » Sous-entendu : ce n'est pas un vrai Américain «pure laine». Et le message fait mouche dans l'électorat blanc de classe moyenne.

## Méfiance chez les démocrates

Récemment, lors un meeting de John McCain en Floride, on a pu assister à des scènes ubuesques où résonnaient les slogans « **nègre, terroriste, Arabe, menteur, communiste** », sans omettre les commentaires peu sagaces du style « **tuez-le** ».

En pole position dans les

États clés tels que la Floride, l'Ohio, la Pennsylvanie, les démocrates profitent de l'héritage de huit années catastrophiques de la présidence Bush et de la crise financière actuelle. Mais tous redoutent « l'effet Bradley » (voir encadré), cet Afro-Américain qui avait perdu l'élection pour le poste de gouverneur de la Californie en 1982, alors qu'il était favori des intentions de votes. Évidemment, dans le camp Obama, l'enthousiasme des sondages se mêle à l'angoisse d'un fantôme redouté qui hante les États-Unis : le racisme. Dans l'obscurité des isoloirs, le 4 novembre, les Américains voteront-ils pour un programme ? Une idéologie ? Ou tout simplement pour la mélanine des candidats ? Si le charme de « l'Obama mania » perdure, rien ne dit que les trois cents millions d'électeurs soient prêts pour un mariage de quatre années avec le gouverneur de l'Illinois. À ce jour, la messe n'est pas encore dite !

## L'effet Bradley

→ Par **Soufia Ben Merieme**

La couleur de la peau peut elle être un argument de poids dans la course à la Maison Blanche.

Inconnu pour les non-spécialistes depuis quelque temps, on n'entend plus parler que de lui : l'Effet Bradley. De quoi s'agit-il ? D'une théorie selon laquelle un candidat noir risque de récolter moins de voix, le jour de l'élection, que ne l'annonçaient les sondages. Cette théorie doit son nom au gouverneur de Californie : Tom Bradley. En 1982, le maire noir de Los Angeles a été battu alors qu'on l'annonçait gagnant. Pourquoi a-t-il perdu ? Les personnes interrogées lors des sondages avaient honte de déclarer leur racisme aux sondeurs. Une fois devant les urnes, les électeurs votaient le contraire de ce qu'ils avaient annoncé.

Un autre exemple que l'on cite souvent est celui de David Dinkins, maire noir de New-York, élu en 1989 avec une majorité très inférieure à ce que prédisaient les sondages.

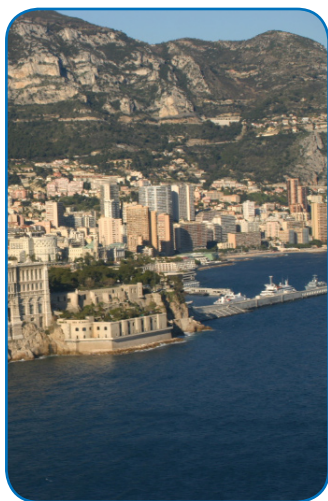
Pour autant, existe-t-il un effet Bradley inversé ? A savoir, des Blancs qui, dans un environnement raciste, n'oseraient pas confier aux sondeurs leur désir de voter pour le candidat noir. Rien ne le prouve. En attendant, il faut espérer que le miracle soit possible dans une Amérique en pleine mutation physiologique.



# Monaco épargnée

→ par **Olivier Huitel**

Les dix-sept pays réunis mardi à Paris ont lancé une offensive contre les paradis fiscaux. Pourtant, la principauté de Monaco, qui fait partie de la liste noire de l'OCDE, est absente des débats. Nicolas Sarkozy reste silencieux sur ce sujet délicat car la France entretient d'étroits liens économiques avec la Principauté.



Le Rocher :  
un paradis fiscal.

**N**icolas Sarkozy a exhorté mercredi le Luxembourg de coopérer avec l'Europe au niveau financier et fiscal. Il a déclaré qu'il fallait d'abord appliquer la lutte contre les paradis fiscaux et les fraudes en Europe. Mais aucun mot sur Monaco. La Principauté fait pourtant partie des trois pays de la liste noire des paradis fiscaux non coopératifs établie par l'OCDE aux côtés de l'Andorre et du Liechtenstein. Il est difficile pour Nicolas Sarkozy de s'en prendre à

Monaco. En effet, le Rocher reçoit un ministre d'Etat nommé par la France qui participe à la gestion de la Principauté. Ce lien risque d'être un inconvénient dans la lutte engagée par l'Europe. D'autant que certaines banques monégasques attirent leurs clients étrangers en vantant les mérites de leurs rapports avec la France. Et ces banques sont souvent des succursales des grands établissements français. Ces dernières participent au mutisme puisqu'elles n'ont pas souhaité répondre à nos questions.

C'est dans ce contexte flou que Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déclaré hier que la France devait dénoncer la convention qui lie à Monaco afin de donner l'exemple. Une convention qui vient justement d'être renouvelée.

## Que faire de Monaco ?

Monaco a un système fiscal spécifique. Il y a une absence totale d'imposition directe. Mais les personnes physiques de nationalité française qui ne pouvaient justifier de cinq ans de résidence à Monaco au 31 octobre 1962 sont soumises

à l'impôt sur le revenu français. De plus, la TVA perçue à Monaco fait l'objet d'un partage avec la France. Des avantages souvent controversés. Néanmoins, ces conditions sont bien définies. Notamment par l'article 1er du Traité d'amitié franco-monégasque qui stipule que : « **La Principauté s'engage à ce que les actions qu'elle conduit dans sa souveraineté s'accordent avec les intérêts fondamentaux de la République française dans les domaines économique, politique, de sécurité et de défense** ». Ajoutons à cela les deux lois qui condamnent le délit de blanchiment d'argent et les obligations auxquelles sont astreints les organismes financiers. Monaco lutterait ainsi contre les fraudes fiscales ? Pas tout à fait, Monaco échange des informations confidentielles avec la France, mais pas avec les autres pays.

## Une place négligeable

La principauté de Monaco présente un enjeu économique trop important pour la France, surtout de par ses banques, pour que le Président puisse s'y attaquer.

Le prestigieux Rocher de la

pointe sud-est de la France est donc un paradis fiscal avéré au niveau international. Il attire de nombreux sièges de firmes. Mais les conditions pour bénéficier des avantages fiscaux sont bien définies. Et tout le monde ne peut pas en profiter. Andorre et le Liechtenstein sont les deux autres paradis fiscaux officiels. Il y en aurait cependant plus d'une cinquantaine sur le globe ! Et ceux qui sont bien identifiés ne seraient pas les plus importants.

En effet, selon Jacques Terray, membre de Transparence International, Monaco est propre dans ses échanges avec la France. Pour lui : « **Monaco n'est pas une place majeure!** » La fiscalité monégasque et ses bénéficiaires restent donc assez contrôlés. Pour Jacques Terray : « **Si Londres appliquait à la City, à l'île de Man et aux îles anglo-normandes comme l'île de Jersey, la transparence en cours dans les grands pays continentaux, la donne changerait énormément** ».

## Les Paradis fiscaux

→ Par **Kardiatou Sy**

Dix-sept pays se sont réunis à Paris, ce mardi 21 octobre 2008, pour relancer l'offensive contre les paradis fis-

caux. Une initiative saluée par Daniel Lebègue, président de la section française de Transparency International, qui voit dans cette action l'expression d'une « nouvelle volonté politique ». **Qu'est-ce qui rend le combat si difficile ?**

Les paradis fiscaux sont à la fois ennemis et instru-

ments des éléments licites de la société transnationale qui au final contrôlent toujours le jeu. Et c'est ce qui rend le débat si ambigu.

**Pensez-vous que les paradis fiscaux puissent nuire aux Etats ?**

La crise a montré de manière éclatante la menace que fait peser sur le système

financier ce véritable trou que sont les paradis fiscaux. Les acteurs financiers eux-mêmes reconnaissent que ces zones leur font courir des risques. Cette initiative des dirigeants devrait rendre plus difficile l'évasion fiscale.



# Les grèves vont bon train

→ par **Julie Quilici**

Des perturbations ont pu être observées jeudi aux approches de la ville de Nice. L'appel à la manifestation de la CGT a été suivi par celui des contrôleurs de trains.



Une centaine de chauffeurs se sont réunis jeudi devant l'Acropolis pour appeler à une convention commune.

**Q**uinze kilomètres de bouchons sur l'auto-route A8 ! La matinée de jeudi a commencé par de fortes perturbations sur les axes majeurs Antibes-Nice et Monaco-Nice, preuve que l'appel à la manifestation de la confédération générale du travail (CGT) a largement été suivi.

Le cœur de Nice a été épargné par la grève mais non par les embouteillages. Selon la société ST2N, filiale de Veolia Transport, les lignes de bus intermuros et de tramway ont fonctionné normalement, mais pour les habitués des lignes Saint-Laurent du Var ou des collines entre autres, aucun service n'a été assuré. Inutile de compter sur les TER pour pallier le manque de transport, les contrôleurs étaient également en grève et seul un TER sur trois desservait le parcours. Ils étaient donc nombreux à se ruer sur les quelques transports ménagés par la grève. Pour les autres, il aura fallu patienter longtemps ! « J'habite sur les hauteurs de Fabron et aucune navette n'est passée. J'ai donc été obligée de faire du stop pour rejoindre

l'avenue de la Californie. On était nombreux dans mon cas à ne pas savoir que les transports n'étaient pas assurés » explique Karine, 22 ans, étudiante à la faculté des lettres de Nice.

## Convention commune à la clef

Des chauffeurs en grève et prêts à faire entendre leurs revendications ! Une centaine de manifestants a choisi d'abandonner cars et bus pour rejoindre la place de l'Acropolis, point de rassemblement de ce jeudi noir. Au total, plus de treize entreprises du département ont participé à la grève, dont les sociétés TRAM, CTM, STACR, SOMA... La CGT a pu également compter sur le soutien d'une délégation de la ST2N, société qui s'est vu récemment accorder la convention tant convoitée par leurs confrères. Pierre Otto-Bruc, délégué départemental de la CGT, défend l'idée d'une convention commune aux transporteurs urbains comme aux routiers voyageurs. « Il est temps de revenir à une seule et unique convention pour tous. À ce jour, les rou-

tiers voyageurs ne sont pas en position de force. Nous n'avons pas le même statut, la même couverture sociale, la même évolution de carrière, ni le même salaire. De plus, nous demandons à être payé double le dimanche.»

La question relative à la sécurité n'a pas été éludée par les manifestants qui attendent davantage de la région. Reconnaissance, respect, des mots qui sonnent souvent dans le vide ! Carlos Pereira est le délégué du personnel de la société Tram. Réuni auprès de ses collègues, il attend de cette mobilisation un large écho. « Notre société a mis en place une brigade de sécurité pour prévenir les agressions éventuelles mais ce n'est pas suffisant. Il faut que cette initiative soit étendue car si nous, chauffeurs, faisons l'objet de violences verbales et d'irrespect il en va de même des usagers. »

Au-delà des couacs quotidiens, le message des chauffeurs réunis jeudi sous les drapeaux rouges de la CGT est simple : un même métier, pour un même salaire !

## Questions à Thierry Barbier

→ Par **Claire Perinetti**

Thierry Barbier, secrétaire général adjoint du CHU de Nice entouré d'une délégation d'une trentaine de syndicalistes de la F.O, expose ses revendications.

**Pourquoi êtes-vous contre la révision générale des politiques publiques (la RGPP)?**

« Cette RGPP accentue le risque de suppressions de postes, déjà au nombre de 40 000 en 2008. Nous revendiquons des augmentations de salaires et l'amélioration de nos conditions de travail. En effet, qu'il s'agisse des horaires ou de la multiplication des emplois précaires au détriment des recrutements statutaires, le gouvernement ne cesse de remettre en cause le service public et fait des réductions de budget permanentes».

**Pensez-vous que cette réforme puisse aboutir à la disparition du service public?**

« Cette réforme n'a seulement pour objectif de réduire les effectifs et de détruire la fonction publique, y compris en matière d'égalité d'accès aux soins car la RGPP, c'est aussi la réduction du nombre de personnels qualifiés et d'aides soignants. Nous dénonçons la mobilité forcée, l'incitation déguisée au départ, le non remplacement des départs à la retraite et la mutualisation des moyens humains et matériels.

## Nice ★ Tasers

# « Engin de torture » ou « arme anti bavure »?

→ par **Juie Delem**

Adopté dans près de 65 pays, le Taser X26 est la nouvelle arme en vogue. Censé sauver des vies en évitant le recours à l'arme à feu, son utilisation fait pourtant polémique.



Les Taser français seront équipés d'une caméra.

**C'**est formidable! Je pense que cela va en faire réfléchir plus d'un. » Dans le numéro du 20 novembre de « Sept à Huit », Christian Estrosi, député-maire de Nice, réaffirmait sa confiance dans le pistolet à électrochocs et sa généralisation chez les policiers municipaux. Sébastien Pillet, étudiant niçois en médecine, a quant à lui d'ores et déjà lancé une pétition en dénonçant les risques médicaux de cette arme. « La décharge coupe les liaisons neuronales entre le cerveau et les muscles, explique-t-il. Le cœur et les poumons étant tous deux des organes musculaires, il n'est pas rare que surviennent des crises cardiaques ou des asphyxies, même en l'absen-

ce de facteurs de risque. » Plus important, les études qui ont démontré l'innocuité de l'utilisation du Taser ont directement été financées par la compagnie américaine. Colette Febvre, relais d'Amnesty International à Nice, s'insurge: « Nous demandons une véritable enquête indépendante sur les effets et les conséquences de l'utilisation du Taser. C'est loin d'être une arme inoffensive. Et il s'agit plus que de très fortes présomptions puisqu'il y a des morts. » Fabrice Ferrier, président de RAIDH ( Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les Droits de l'Homme) monte lui aussi au créneau. « L'utilisation de cette arme est reconnue comme une forme de torture par l'ONU. Le Taser viole de nombreux décrets et droits

fondamentaux internationaux».

### Des bavures qui choquent l'opinion

La généralisation massive du X26 dans des pays comme les Etats-Unis ou le Canada démontre une utilisation excessive de la part de certains policiers.

Le mois dernier, la mort filmée d'un New Yorkais de 35 ans a fait le tour de la planète. Nu, escaladant son toit après une violente dispute avec sa femme, l'homme tient tête aux policiers en refusant de descendre. C'est alors qu'un gardien de la paix trouve la bonne idée de lui lancer une décharge électrique. Paralysé, l'homme perd son équilibre et fait une chute fatale de 3 mètres.

L'an dernier, le taser a provoqué un incident diplomatique entre la Pologne et le Canada. Le 14 octobre 2007, Robert Dziekanski, un ressortissant polonais perd patience à l'aéroport de Vancouver. Cela fait 10 heures qu'il attend sa mère, qu'il croit retenue dans un avion. Déboussolé, sans connaissance de la langue du

pays, il brise une vitre et se met à crier. La sécurité accourent, sans arriver à communiquer avec lui. Seul face une dizaine de policiers, l'homme reçoit 5 décharges de pistolet alors qu'il est déjà en train de convulser. Seize minutes plus tard, il décède.

William Angelos, représentant du syndicat UNSA-Police à Nice, s'accorde sur la nécessité d'un usage pondéré du taser. « Cela reste une arme, et non un joujou. Dans une situation d'urgence, il est effectivement impossible de savoir si une personne présente des risques cardiaques». Pour porter un Taser X26, les policiers devront suivre une formation de 2 jours et recevoir au moins une fois une décharge électrique pour mesurer l'impact de son utilisation. « Les Tasers vont être distribués au goutte à goutte » et réservés dans le cadre de « missions », où les policiers seront confrontés à des « personnes dont l'état d'excitation ou la violence est extrême. » Selon la ministre de l'Intérieur, un garde fou contre les bavures sera mis en place. Lors de chaque tir, une caméra intégrée au pistolet se mettra en route, enregistrant l'interpellation.

## Un jeune mineur tasé

→ Par **Marie Lavoquet**

Ce qui aurait pu être un banal faits-divers est en phase de devenir un véritable débat de société. Pour la première fois en France, le Taser a été utilisé contre un

mineur. Mardi soir à Marseille, un contrôle d'identité tourne mal. S'en suit une course-poursuite entre CRS et jeunes. Réfugiés dans un local désaffecté, ces derniers jettent des projectiles sur les forces de l'ordre. Un des adolescents, âgé de 16 ans, est interpellé. Les autres grimpent alors sur le toit du local, suivis par un CRS. Le

fonctionnaire dégage alors son Taser et tire. Paralysé par les 50 000 volts qu'il vient de recevoir, un des mineurs de 15 ans tombe à terre.

Fabrice Ferrier, président du RAIDH ne cache pas son indignation: « c'est vraiment le pire des scénarios ». Fermement opposé à l'usage du taser, il réclame, dans cette affaire, une

enquête auprès de la police des polices.

Autre son de cloche du côté des syndicats policiers Unsa et Alliance. Pour ces derniers, « le Taser a sauvé une vie » en se substituant à l'usage d'une arme à feu. Pour information, les deux interpellés, Marocains en situation irrégulière, ont été remis à la police aux frontières.



# Les galeries niçoises défient la crise financière

→ par **Pierre Dupré**

Le marché de l'art est une valeur sûre. C'est du moins l'idée que maintiennent bon nombre de galeristes de magasins d'arts contemporains à Nice. Pour eux, la bulle qui protège les valeurs de l'art n'est pas prête d'éclater.



Une galerie d'art à Nice  
es premières inquiétudes concernant le marché de l'art sont survenues en ce mois

d'octobre, à Londres, lors des prestigieuses enchères organisées par Sotheby's, Christie's et Phillips. Les œuvres d'artistes comme Andy Warhol, Gerhard Richter ou Francis Bacon ne se sont vendues qu'à 4 millions de livres au lieu des 6 millions estimés. Mais pour autant, cela signifie-t-il que le marché de l'art va s'écrouler? Certes, le contrecoup de la crise financière s'est bien fait sentir. Le marché a tangué car

les taux d'invendus ont atteint 30 à 50 % des ventes à la 6ème édition de la foire de Frieze à Londres. La crainte majeure est de voir ce scénario se reproduire pour la 35ème édition de la Foire Internationale d'Art Contemporain qui débute le 23 octobre au Grand Palais à Paris, suivies de ses petites sœurs, les foires Show Off et Slick.

## La crise n'est pas niçoise

Rares sont les galeries niçoises qui peuvent se permettre de juger cette crise financière internationale en rapport avec le marché de l'art. Pour Isabelle Mouret, directrice de la Galerie des Maîtres Contemporains à Nice, « cette crise ne se joue pas réellement au niveau des petits exposants sinon à celui, culminant, des Etats et de l'argent virtuel. L'art, explique-t-elle,

reste ainsi une valeur refuge pour les nombreuses galeries niçoises ».

L'affolement n'a donc pas lieu d'être dans la région. « Les artistes présents dans mon magasin n'ont jamais eu à sous-évaluer leurs œuvres, poursuit Isabelle Mouret. Les galeries sérieuses, comme la mienne avec 16 ans d'existence, ont des artistes dont les prix normaux et raisonnables sont semblables à ceux du début des années 1990. Seuls les artistes surévalués devront baisser leurs prix. Et c'est une bonne chose que ce snobisme ambiant, sur lequel il y a eu une trop forte spéculation, dégringole. »

Pour les galeristes de Nice, la cote d'un peintre ou d'un sculpteur ne peut doubler ou même tripler en une quinzaine d'années. Ici, la reconnaissance de l'art se fait généralement sur le long terme. « L'art ce n'est pas que des

artistes qui ont derrière eux une machinerie de financiers qui se font plaisir, affirme-t-elle. Une metallogravure de Sacha Sosno encadrée reste à 800 euros. Je ne vois pas pourquoi elle passerait à 400 euros ou à 1600 euros la semaine d'après, il faut être raisonnable et garder des prix fixes. »

Patrice Dilly, qui occupe le poste de marchand d'art haïtien à L'espace Loas de Nice, ne se sent pas non plus affecté par cette crise. « D'autant plus que j'ai une démarche inverse au galeriste. Je m'occupe moi-même d'acheter en Haïti les œuvres d'artistes que l'on pourrait qualifier de « nouveaux talents », pour les revendre ensuite à des collectionneurs du monde entier ». Une entreprise unique dans sa spécialité pour qui, une nouvelle fois, la crise financière n'est qu'une bourrasque à l'horizon.

## Crise artitude

→ Par **Marine Glinel**

Entourée de ses oeuvres d'un bleu apaisant, Kiria se sent peu touchée par la crise. Depuis maintenant 8 ans, elle possède son atelier-galerie au cœur du Vieux-Nice. En 2008, le chiffre d'affaires de l'artiste est le même que l'année précédente. « Je suis tout de même inquiète pour 2009 ».

Elle explique que le marché

sera plus perturbé pour les artistes renommés que pour ceux qui, comme elle, ont une reconnaissance confidentielle et fonctionne par le bouche à oreille.

Cependant, elle a modifié sa manière de vendre ses œuvres. Depuis 20 ans qu'elle est sur le circuit, c'est la première année qu'elle se refuse l'exposition en galerie. « Ils ont augmenté leurs prix. Après une vente, il ne me restait presque plus rien ».

Kiria constate de menus changements dans le comportement de ses acheteurs. La peinture, moins

chère, a pris le pas sur la sculpture. « Ils marchandent beaucoup plus. En moyenne, mes toiles perdent 10% de leur prix après négociation. Pour compenser, je demande 10% de plus que j'espère. Ainsi, tout le monde est content », ajoute l'artiste en restant discrète sur le prix exact de ses oeuvres.

L'artiste s'inquiète pour une autre victime potentielle de la crise, le tourisme. « Ma clientèle est en majorité anglaise, norvégienne ou suédoise. S'ils ne viennent plus à Nice, une partie de mes ventes sera compro-

mise. »

Reste un espoir pour l'artiste : Que l'art devienne un investissement, un nouveau moyen de préserver son patrimoine. Mais un facteur pourrait contrarier cela, la peur.

« Il y a un risque de paralysie du marché. Même avec les moyens, les acheteurs risquent d'attendre les signes d'une amélioration avant d'acheter. »

Un petit rappel pour les artistes sans le sou et aujourd'hui méconnus: Vincent Van Gogh n'a presque rien vendu de son vivant !



# Les infiltrés : journalisme clandestin

→ par Angélique Siar

L'agence CAPA a mis les pieds dans le plat en présentant hier soir sur France 2, *Les infiltrés*. Un nouveau concept d'émission qui secoue les spécialistes. Une journaliste équipée d'une caméra cachée s'immisce clandestinement dans des institutions et entreprises pour en dénoncer les dysfonctionnements.

**S**i on ne pousse pas les portes qui se ferment, on reste derrière un rideau de brouillard », explique Hervé Chabalier lors d'une interview donnée sur France Info mercredi matin. Le président de l'agence CAPA défend corps et âme son nouveau bébé : *Les infiltrés*. Le premier numéro de la collection se passe dans une maison de retraite. Carole-la-journaliste se fait passer pour une stagiaire aide-soignante. Son objectif ? Dénoncer non pas les gens, mais les systèmes. Montrer une réalité habituellement cachée. En l'occurrence, la manière indigne avec laquelle sont traités les patients dans l'établissement. Pour Hervé Chabalier, ce programme n'est pas un concept permanent mais une réponse ponctuelle et journalistique aux problèmes d'opacité. Une émission qui traite de sujets d'intérêt public concernant le bon fonctionnement de la démocratie. Toujours suivis d'un débat animé par David



*Espionnage ou journalisme ?*

Pujadas, les reportages doivent permettre aux Français d'être « au plus près de la réalité ».

## Les guerres intestines

Pourquoi tant de buzz autour de ce nouveau concept ? Est-ce à cause de la caméra cachée ?

Cette méthode d'investigation, ancienne et fréquemment utilisée dans de nombreux documentaires, « ne paraît a priori pas condamnable » a déclaré Michel Boyon, président du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel, dans une interview pour le Parisien. « Elle ne l'est pas, si elle est utilisée

avec discernement et précaution, ajoute David Pujadas, et si elle est limitée aux cas où il est difficile de recueillir les informations autrement ».

Le problème ne vient pas de la caméra cachée, mais plutôt de l'usurpation d'identité. Pour Patrick de Saint-Exupéry, directeur éditorial de la revue de grand reportage XXI, un journaliste qui se cache est un journaliste qui n'assume pas son travail. « Est-ce vraiment du journalisme ? » C'est la question à laquelle a répondu catégoriquement Jean-Michel Apathie : « Quand on est journaliste, on n'avance pas masqué ». Pour le politologue éditorialiste, ces méthodes sont indignes de la démocratie. Le Syndicat National du Journalisme, à la demande de nombreux professionnels, a sommé France 2 d'arrêter la diffusion des magazines déontologiquement incorrects. « Il est possible de recueillir des informations par des moyens détournés quand il n'y a aucune possibilité de faire autrement. Il existe des exceptions, mais bâtir un concept d'émission sur des exceptions est à la fois dangereux et choquant ».

## Investigations

### «low-cost»

Porter un masque quand on est journaliste est un aveu d'échec. L'émission *Les infiltrés* symbolise une défaite pour la profession toute entière. Carole-la-journaliste aurait tout aussi bien pu mener une bonne vieille en-

quête à l'ancienne, à visage découvert. Fouiner, creuser, obtenir des chiffres, des témoignages, des preuves, de façon loyale. Mais les journalistes ont de moins en moins de temps, les rédactions donnent de moins en moins de moyens.

Du coup, on a le journalisme qu'on mérite : flicard, délateur et inesthétique. Des

images floutées, des gros plans sur les murs et un sujet qui n'apporte rien de nouveau.

De l'info-spectacle bas de gamme. Quant au débat qui a suivi l'émission, et aux débordements de la Ministre de la Santé qui réclamait le nom de l'établissement visé, du grand spectacle ! Bien tenté, mais on ne peut

faire fi à ce point de la déontologie journalistique. « Le choc salutaire » que veut provoquer Hervé Chabalier, président de l'agence CAPA, avec ce concept est plutôt un choc tout court. Il reste six autres reportages à se coltiner, à moins que le SNJ ne parvienne à ses fins et que la collection ne finisse aux oubliettes.

## Culture ★ Cinéma

# L'instinct de mort, du cinéma qui tue

→ par **Nicolas Muller**

Il aura fallu presque 30 ans pour que Jacques Mesrine crève de nouveau l'écran. Sous les traits d'un Vincent Cassel époustouflant, l'ennemi public numéro 1 sort d'un cercueil trop petit pour lui. Il fallait un grand film (même deux) pour un type pareil.



*Trois hommes et un coup fin.*

**J**acques Mesrine est mort à 43 ans, le 2 novembre 1979, abattu au fusil d'assaut sans sommation par la police, dans sa voiture, porte de Clignancourt. Théâtral, comme fin de voyage... et début de film idéal pour Jean-François Richet, plasticien de la pellicule, qui met d'entrée le spectateur sous pression avec une intro découpée au scalpel (plans filmés en multiangles). Il n'aura fallu

à Vincent Cassel que trois minutes pour entrer dans la peau de Mesrine. Trois minutes d'une alchimie rare, où se rencontrent un réalisateur en état de grâce, un acteur au sommet de son talent et un gangster à l'aura gigantesque. Trois minutes qui scotchent au siège, trois minutes qui tuent Mesrine, trois minutes qui tuent tout court. Raconter la vie de Mesrine ne pouvait se faire qu'à la condition d'être le plus près possi-

ble de ce qu'il était vraiment, selon le réalisateur. « La seule chose qui m'inquiétait, c'était d'être rigoureux sur le personnage ». Sauvage, violent, xénophobe, psychorigide, mais aussi ingénieux, courageux, respectueux d'un certain code d'honneur, amoureux, désabusé (« j'aurais voulu pouvoir être fier de mon père ne serait-ce qu'une fois »). Tel est le Jacques Mesrine de JF Richet, un Mesrine au sang chaud, plein de testostérone, d'envies, d'illusions, de barbarie et d'humanité. Vincent Cassel, totalement immergé dans le personnage, parvient même à laisser de côté ses (bons) gimmicks de bad boy qui lui collent à la peau depuis ses débuts dans *La Haine*.

### Un film d'hommes

Il se met tout entier au service d'un film qui avait besoin d'un grand acteur. L'instinct de mort ne repose pas uniquement sur ses épaules. Les gunfights sont efficaces, la narration ciselée, le réalisme très poussé démontre un travail préalable d'investigation titanesque. Mais l'œuvre de Richet est un film d'hommes

avec des gangsters dedans, et pas l'inverse. Le pari de miser sur l'épaisseur des personnages est réussi : Gérard Depardieu campe Guido, mentor de Mesrine malsain, blasé et plus vrai que nature, Cécile de France incarne une Jeanne Schneider intrigante au magnétisme exacerbé, et Florence Thomassin, la prostituée vengée par Mesrine, offre au cinéma français quelques secondes de pur bonheur parmi les plus délicieuses de son histoire (ah, ces fesses...). Le seul problème de JF Richet, c'est d'avoir fait un excellent film sur la vraie vie d'un vrai salaud, et qu'humaniser le mal n'est pas toujours bien perçu (*La chute*, d'Oliver Hirschbiegel, montrait un Adolf Hitler un peu trop ordinaire au goût d'une grande partie du public). Mais si ce qui compte, c'est le cinéma, l'intégrité d'un réalisateur face à un sujet difficile à traiter, et le talent d'un acteur qui n'a sans doute jamais tant fait fondre la pellicule, alors oui, *L'instinct de mort*, première giflette du dyptique claquant de JF Richet, fait déjà bleuir la joue.

### En salle le 22/10

→ Par **Mathieu Faure**

**High School Musical 3 – Nos années Lycée :** Sorte de mini-grease pour les enfants. Fans de basket et de chansons, des lycéens appréhendent leur dernière année avant de s'éparpiller dans les facs lointaines.

Véritable phénomène télé aux USA, *High School Musical* est génial pour les adorateurs guimauves de 10 ans, et crispant pour les parents.

**Les Chimpanzés de l'espace :** Mix entre la planète des singes et Madagascar, ce film 3D n'a rien d'exceptionnel. Situations amusantes, cinq jeux de mots qui font sourire, rien de plus,

rien de moins, juste assez pour divertir un homo sapiens pendant une heure et demie.

**Magique :** Hormis une Marie Guillain aussi belle que douce et un cahier des charges respecté (décor, scénario, quoique...), le film ne décolle pas. Cali aussi bien en chanteur qu'en acteur est à côté de la plaque, le spectateur à côté de son

siège.

### Enfants de Don Quichotte

**– Acte I :** Documentaire sur l'action d'Augustin Legrand et consorts sur le destin (tragique) des SDF du canal Saint-Martin. La première partie du documentaire est poignante. Dommage que la fin, tractations politiques en tout genre, laisse un goût d'inachevé. Revanche dans l'acte II ?



# Grand stade de Nice : acte III

→ par **Vincent Gibert**

Après deux précédents projets avortés, la grande enceinte sportive attendue par la cinquième ville de France verra le jour en 2013. Avec une capacité de 35 à 40 000 places, Nice souhaite enfin évoluer dans la cour des grands.



*Projet de grand stade en 2006... finalement avorté quelques mois plus tard.*

**M**archés truqués en 2003, contentieux administratifs en 2006: 2008 sera-t-elle la bonne année pour le grand stade de Nice ? L'annonce faite lundi 20 octobre par le maire Christian Estrosi abonde en tout cas dans ce sens. Pour ce projet dont la date de livraison est annoncée à juin 2013, l'OGC Nice s'appuiera sur un partenariat public-privé. Pour notre journal curieux.net, son président Maurice Cohen ne cache pas sa satisfaction. « Nous sommes heureux de connaître aujourd'hui le calendrier officiel, les choses prenant ainsi une allure concrète. Le club a désormais des perspectives d'avenir pour jouer au plus haut niveau ». Avec un coût estimé entre 50 et 100 millions d'euros, Christian Estrosi affirme sur nice-premium.com que sa construction permettra une « économie très importante pour le contribuable ». Si les garanties financières

à l'édification du stade sont aujourd'hui bien réelles, des interrogations subsistent sur sa rentabilité future. En effet, avec 40 000 places, l'enceinte ne deviendra pas trop grande pour un club comme l'OGC Nice ? « La capacité d'accueil du Ray et celle du futur grand stade ne doivent pas être comparées car elles ne proposeront pas les mêmes services ! répond Maurice Cohen. Un stade se construit pour deux générations. Nous voulons que l'OGC Nice devienne le club de la Côte d'Azur, qu'il occupe enfin la place qui revient à celle de la cinquième ville de France ! ». De plus, l'attrait de ce nouvel écrin devrait attirer un nombre croissant de partenaires. « Sans cette enceinte, nous perdons de 12 à 15 millions d'euros en terme de sponsoring chaque saison... », précise le président niçois.

## 2013, c'est loin...

Du côté des supporters, l'annonce ne fait pas l'unanimité. François est abonné au Ray depuis les années D2. Comme beaucoup, le calen-

drier des travaux l'a quelque peu interpellé. « **Encore cinq ans d'attente, c'est tout ce que je retiens. Dans d'autres villes de France, les stades sont achevés en moins de deux ans. Regardez Grenoble ou Amiens. Même le Stade de France s'est fait en deux ans et demi. A Nice, c'est toujours la même chose depuis des années : promesses, puis magouilles et finalement abandon...** » Des mauvaises langues évoquent même la curieuse coïncidence entre la date de livraison en juin 2013 et les élections municipales quelques mois plus tard...

En attendant, les Aiglons évolueront au Ray encore quatre saisons supplémentaires. Pas de quoi réjouir l'entraîneur Frédéric Antonetti. Celui-ci s'était montré virulent ces derniers temps, quant à la possibilité de voir son club évoluer un jour dans un stade digne de ce nom. Aujourd'hui, il voit tout de même son voeu exaucé. Mais en cinq ans, il peut encore se passer beaucoup de choses..

## Cinq ans, c'est trop long !

→ Par **Damien Nore**

Voici le calendrier complet: 1er trimestre 2009, lancement des consultations. 2e semestre 2009 : dépôt des premières offres. Début 2010 : dépôt des secondes offres. Juillet 2010 : choix définitif du candidat. Février 2011 : début des travaux. Juin 2013 : livraison du Grand stade.

4 ans et demi. Presque 5 quand la saison 2013/2014 aura commencé. C'est long, trop long même. Pour la Coupe du Monde 1998, le Stade de France a vu le jour en deux ans et demi. La construction du Stade des Alpes de Grenoble a débuté en 2006. Il a été inauguré le 15 février 2008. Le fabuleux Emirates Stadium d'Arsenal, à Londres, a connu seulement deux ans et trois mois de travaux. Le Grand stade de Nice comptera au minimum 20000 places de moins que l'enceinte britannique. Pourtant, trois ans de plus sont nécessaires à sa construction. Doit-on s'inquiéter d'une manière ou d'une autre ? « **La durée annoncée pour la livraison paraît peut-être un peu longue pour certains mais elle a voulu prendre en compte tout recours éventuel. Ce projet devrait aller au bout sans connaître les péripéties du passé** », rassure Maurice Cohen. Cela a le mérite d'être clair. En attendant, ce sont toujours les mêmes qui patientent... et s'impatientent.



## Sport ★ Ligue des champions

# Pape Diouf : «Comme à Laval»

→ par **Carole Vinco**

Mercredi, l'OM s'est incliné face au PSV Eindhoven, 2-0. Plus qu'une défaite, c'est un match consternant que l'on retiendra, bien loin des ambitions du début de saison. Si le sort de l'OM semble désormais scellé, tout reste possible pour les deux autres clubs français.

Invaincu en championnat, l'OM fait triste figure en Ligue des Champions. Trois matches, trois défaites. L'entraîneur Erik Gerets avait pourtant prévenu: « ce soir, c'est tout ou rien ». Auteur d'un bon début de match, les Marseillais ont dominé la première mi-temps sans pour autant se montrer dangereux. Seul Taiwo a proposé des solutions en prenant son couloir. Ben Arfa, à l'image de son équipe, a été transparent. Malgré deux occasions, le milieu de terrain international n'a pas su apporter le brin de génie dont il est capable. Au coup de sifflet final, Pape Diouf, le président de l'OM, est réaliste : « On est sèchement renvoyés à nos chères études. J'ai eu la désagréable impression qu'on était venu jouer à Laval... Alors que c'était la Champions League, que cela suppose une implication, un effort de tout le monde et je ne l'ai pas senti ». Les Marseillais ne semblent



Mandanda et l'OM à terre.

pas avoir pris la dimension de l'événement et paient cash leur manque d'envie. « En deuxième période, nous avons disparu du match. Pourquoi? Je ne sais pas. » constate Ronald Zubar, défenseur central de l'OM et impliqué dans les deux buts. Seul Mandanda, auteur de plusieurs arrêts de grande classe, veut encore y croire: «A aucun moment, on ne baissera les bras tant que ce n'est pas fini mathématiquement. On jouera à fond et on verra où on en sera à la sixième journée.» L'OM est-il capable de se qualifier malgré trois défaites, comme l'avait

fait le Celtic Glasgow l'année dernière? Eric Gerets, lui, est sceptique et vise maintenant la 3ème place, qualificative pour la coupe UEFA : « Il ne faut jamais abandonner mais si on veut se concentrer sur quelque chose, ce sera plutôt la Coupe UEFA. Pour cela, il faut gagner contre le PSV, on verra bien si nous sommes capables de le faire et essayer de faire mieux qu'eux dans les autres matches. »

### Bordeaux sauvé, Lyon fait le spectacle

Une petite victoire contre Cluj (1-0) aura suffi à Bordeaux

pour retrouver l'espoir. Grâce à un Gourcuff entreprenant, les Girondins ont empoché les 3 premiers points de leur compétition et reviennent à portée de l'AS Roma, défaite à Stamford Bridge. C'est après une rencontre bien terne mais avec l'aide du destin que l'équipe de Laurent Blanc revient dans la course. En effet c'est le capitaine de Cluj qui marque contre son camp et offre à Bordeaux sa première victoire en Ligue des Champions.

Grâce à sa victoire 5 à 3 à Bucarest, l'OL est bien parti pour décrocher une sixième qualification consécutive pour les huitièmes de finale de la Ligue des Champions. Le déplacement à Florence pourrait être le match décisif, si les deux équipes remportent respectivement leur prochain match à domicile.

### Tour de France 2009 dans le Ventoux



Le prince Albert a assisté à la présentation du Tour.

Le 4 Juillet, le coup d'envoi

de la 96ème édition du Tour de France sera donné dans la Principauté. La course, dont le parcours a été présenté à Paris en présence du Prince Albert II, passera par le Mont Ventoux et se finira dans la capitale. Cette nouvelle édition, qui a cherché à répartir au maximum ses difficultés, débutera par un contre-la-montre de 15 kilomètres sur les routes escarpées entourant Monaco. Sous le signe de la

Méditerranée dans sa première semaine (passage par Marseille, Montpellier, Perpignan et Barcelone) la course visitera aussi le centre de la France avec Limoges, avant d'aller vers l'Est et parcourir Vittel, Colmar et Besançon. Le Ventoux, l'un des grands cols de légende du Tour, accueillera les cyclistes sept ans après la dernière venue de la Grande Boucle sur ses pentes. La course renoncera au

traditionnel contre-la-montre à 24 heures de l'arrivée, le 26 juillet, pour une étape en ligne, susceptible de maintenir le suspense sur l'identité du vainqueur final. Outre cette rupture avec les années précédentes, la prochaine édition renouera avec le contre-la-montre par équipes abandonné depuis 2005. Il aura lieu sur 38 kilomètres à Montpellier, le quatrième jour de course, et se disputera en temps réel.